

**COMPTE RENDU DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES SITES ET PAYSAGES  
(CODENAPS) DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE «CARRIÈRES» du 14 octobre 2022**

La Formation « carrières » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites s'est réunie le vendredi 14 octobre 2022 à 10 h à la Direction Départementale des Territoires du Lot, 127 quai Cavaignac à Cahors, sous la présidence de Monsieur Nicolas REGNY, secrétaire général de la préfecture du Lot.

**Membres présents :**

***Représentants des services de l'État :***

- M. Gautier DERROY, représentant le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (D.R.E.A.L) ;
- M. Steven CORS, représentant de la D.R.E.A.L Occitanie – U.I.D DREAL 82/46
- Mme Cécile DUMAINE-ESCANDE, directrice départementale adjointe, représentant le directeur départemental des territoires du Lot.

***Personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection, des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et de représentants des organisations agricoles et sylvicoles***

- M. Bertrand GOURAUD, représentant la chambre d'agriculture, membre titulaire ;
- M. Guy MOLESIN, représentant de la fédération du Lot pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- M. Georges WINTER, représentant France Nature Environnement Midi-Pyrénées (FNE), membre titulaire.

***Représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières :***

- M. Eric FOURGEAUD, représentant de l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM) ;
- M. Jean-Lou CALMEJANE, représentant de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics (FBTP) du Lot ;
- M. Bastien MILESI, représentant des exploitants de carrières.

**Membres absents et/ou excusés :**

- M. Serge RIGAL, président du département du Lot ;
- M. Francesco TESTÁ, conseiller départemental du canton de Cahors – 2 ;
- M. Christian CAZABONNE, maire de Crayssac.

***Participaient également à la CODENAPS, sans voix délibérative :***

- M. Jean-Marc DUPONT, membre suppléant représentant l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM) ;
- Mme Christine PEPHILY, cheffe de l'unité des procédures environnementales à la DDT du Lot ;
- Mme Françoise FLORET, unité des procédures environnementales à la DDT du Lot, chargée du secrétariat de la commission.

– M. Philippe CHARTIER, direction des risques industriels de la DREAL Occitanie à Montpellier, chargé de la présentation du projet de schéma régional des carrières, en visioconférence.

Les conditions de quorum étant satisfaites (9 membres présents), Monsieur le secrétaire général déclare la séance ouverte à 10 h.

Après présentation des participants, il invite les membres de la commission à examiner le dossier porté à l'ordre du jour.

La synthèse des échanges de la réunion est portée ci-après.

#### Dossier à l'ordre du jour :

#### **Projet de schéma régional des carrières (SRC).**

#### Présentation en diaporama par Monsieur Philippe CHARTIER :

A titre liminaire, Monsieur CHARTIER indique que le schéma régional des carrières a été introduit par la loi ALUR du 24 mars 2014 et vient, dès son approbation par le préfet de région, remplacer le schéma départemental des carrières.

Monsieur CHARTIER expose en 3 phases la présentation du projet.

#### 1 - Les étapes d'élaboration et la finalité du schéma régional des carrières

Depuis le lancement en milieu d'année 2018 des travaux de construction du schéma régional des carrières, le comité de pilotage régional (COPIL) présidé par le préfet de la région Occitanie s'est réuni à quatre reprises. Des groupes de travail techniques ont été constitués pour aborder et développer certaines thématiques. Ces travaux ont fait l'objet de débats et de validation dans les différents COPIL. Pour l'Occitanie, l'avant-projet de schéma a fait l'objet d'une concertation préalable et d'une consultation des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des structures porteuses de ScoT (schéma de cohérence territoriale) contribuant à l'élaboration du projet. Se déroule actuellement la consultation de différentes instances (CODENAPS, parcs naturels, conseils départementaux et régional, comités de bassin, etc.) avant mise à disposition du public.

Le schéma régional des carrières prend en compte de manière forte les enjeux d'ordre environnemental, sociétal, économique, en termes de transport et d'aménagement des territoires. Il prévoit l'intégration de l'économie circulaire par le développement des ressources secondaires et le recyclage des déchets du bâtiment et des travaux publics. Approuvé par le préfet de région, il est un document de planification à 12 ans visant à définir un bon approvisionnement du marché en matériaux et substances de carrières pour le BTP, l'industrie et la construction plus traditionnelle en pierre de taille ou ornementale, avec une évaluation et une réactualisation potentielle 6 ans après sa publication.

Il fixe notamment :

- les conditions générales d'implantation des carrières ;
- les gisements d'intérêt national et régional ;
- les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires ;
- les orientations relatives à la logistique ;
- les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité ;
- les orientations en termes de remise en état et de réaménagement.

Le projet de schéma régional des carrières se compose d'une notice explicative, d'un rapport comprenant un bilan des schémas départementaux, un état des lieux et une analyse des enjeux, la prospective du besoin et des scénarios d'approvisionnement, les orientations et les modalités de suivi, d'un rapport d'évaluation environnementale ainsi que de documents cartographiques.

En région Occitanie, on dénombre 310 carrières de matériaux de construction, 120 carrières de roches ornementales et de construction et 60 carrières de roches et minéraux industriels. Les granulats représentent 87,5 % de la production totale, les minéraux industriels 12 %, les roches ornementales 0,5 %. La production régionale de granulats est d'environ 42 millions de tonnes.

Dans le projet de schéma régional des carrières, la classification des milieux par rapport aux enjeux environnementaux (eau, biodiversité, paysages, agriculture et forêt) est déclinée en 4 niveaux :

- niveau 1 : milieux bénéficiant d'une protection juridique (législative ou réglementaire) interdisant l'exploitation des carrières ;
- niveau 2 : milieux présentant une sensibilité très forte, en principe incompatible avec les objectifs de protection. Les porteurs de projets devront se rapprocher des gestionnaires des protections ou espaces concernés ;
- niveau 3 : espaces présentant une sensibilité forte et concernés par des mesures de protection et différentes démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Les projets nécessiteront des précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés ;
- niveau 4 : ensemble de la région.

*A noter la contribution de la DRAAF dans la prise en compte des enjeux agricoles et forestiers par la rédaction de notes et de cartes spécifiques.*

Le projet de schéma régional des carrières étudie différents scénarios d'approvisionnement par famille de matériaux. Le scénario « retenu » est celui dont les conséquences sont les plus favorables au regard des enjeux environnementaux, patrimoniaux, sociaux, techniques et économiques, garantissant un approvisionnement satisfaisant du marché.

Compte tenu des perspectives d'évolution de la population, de l'activité économique et de la construction, les besoins en granulats resteraient stables hors grands travaux (LGV entre Bordeaux et Montpellier, élargissement de l'A61, autoroute Toulouse-Castres, 3<sup>ème</sup> ligne du métro toulousain, extension du port de Narbonne), il en est de même pour les flux d'import-export.

Un des objectifs du projet est d'augmenter le volume du recyclage des matériaux et de valorisation des déchets de construction en passant de 5 millions de tonnes de déchets recyclés en 2017 à 8 millions de tonnes à l'horizon 2031.

Cependant en 2031, la production en granulats serait sous tension dans la quasi-totalité des départements.

En termes de besoins en granulats dans le département du Lot, le bassin de Cahors est déficitaire et devrait le rester dans les prochaines années. Le bassin bourrian, excédentaire mais glissant vers un équilibre besoin-production en 2031, subvient aux besoins du bassin cadurcien. Il devra maintenir sa production comme celui de Figeac toujours excédentaire à l'horizon 2031, afin d'assurer le maintien de l'autonomie et l'équilibre inter-bassins.

Les besoins en minerais industriels progressent de manière proportionnelle à l'évolution de la démographie en région (+9%), nécessitant de favoriser le renouvellement et l'extension des carrières pour le maintien de la production.

Les besoins en roches ornementales et de construction resteront stables mais avec une production prévue à la baisse.

**De ces scénarios, il convient de retenir que le renouvellement, l'extension ou la création de nouvelles carrières seront à prévoir pour répondre aux besoins, quelle que soit la nature des matériaux.**

## **2 - Les orientations et les principales dispositions**

Six orientations sont déclinées en objectifs et mesures :

- un approvisionnement économe et rationnel en matériaux avec pour objectifs d'optimiser les surfaces exploitées, de privilégier le renouvellement et l'extension à la création de nouvelles carrières, de rationaliser les approvisionnements et les besoins ;
- favoriser le recours aux ressources secondaires et matériaux de substitution en améliorant la connaissance sur les techniques de réutilisation et de valorisation des matériaux, développer les plateformes de recyclage ;

- respecter les enjeux environnementaux pour l'implantation des carrières en les intégrant dans les paysages, en respectant la biodiversité, l'eau, l'agriculture et la sylviculture ;
- favoriser une remise en état concertée et adaptée prévue en amont de la création de nouvelles carrières, une intégration paysagère en privilégiant une remise en état agricole et forestière au regard des enjeux environnementaux ;
- avoir recours à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement ;
- mettre en place une gouvernance du schéma régional des carrières de la région Occitanie neutre et représentative des différents acteurs ayant pour objectif, sous réserve d'étude préalable positive, de créer un observatoire des matériaux.

### 3 - Les prochaines échéances

Suite aux consultations en cours, un nouveau COPIL précèdera la mise à disposition du public du projet de schéma régional des carrières.

Un dernier COPIL se tiendra avant la transmission début 2023, du rapport complet au préfet de région pour approbation.

**La présentation terminée, Monsieur le secrétaire général donne la parole aux membres de la commission :**

Monsieur FOURGEAUD porte à la connaissance de la commission l'avis favorable de l'UNICEM sous réserve que soient prises en compte les propositions de compléments dans le projet de schéma (cf. document UNICEM Occitanie en annexe).

Monsieur WINTER déclare que le principal enjeu est de limiter les gaz à effets de serre et, dans cette perspective, de définir de façon précise les émissions de gaz à effets de serre liées aux activités des carrières et des chantiers de transformation de matériaux. L'objet du schéma régional des carrières doit être de limiter la destruction des milieux en réduisant les effets des exploitations de carrières sur les zones naturelles et sur la biodiversité, en préservant la ressource en eau et les paysages. Il estime important d'appliquer en priorité des mesures visant à éviter plutôt que celles pour compenser plus difficiles à mettre en œuvre et à suivre. Il se dit très favorable au recyclage et à la réutilisation de matériaux du bâtiment moins polluants. De son point de vue, il faut aller plus loin dans l'évaluation des nuisances et des risques pour la santé humaine, notamment en termes de qualité de l'air et des sols, mais également dans le recyclage des matériaux qui est encore trop peu ambitieux. Il rappelle qu'à l'horizon 2031, la quantité de matériaux recyclés prévue est de l'ordre de 8 millions de tonnes pour des besoins en granulats estimés à 42 millions de tonnes.

Il soutient le projet de création d'une gouvernance favorisant la concertation.

Cependant, il déplore le déclassement de certains espaces naturels à un niveau moins élevé, le problème des gisements de granulats d'intérêt particulier (GGIP) dont les définitions sont insuffisantes. Il souligne l'impact néfaste des carrières sur les paysages et prend en exemple le village de Crayssac qu'il qualifie d'exoplanète.

Monsieur le secrétaire général relève le terme d'exoplanète lui semblant peu approprié au site et souligne qu'en règle générale en France, les carrières sont relativement bien intégrées dans le paysage.

Monsieur FOURGEAUD propose aux membres de la commission de visiter le site pour se rendre compte du moindre impact paysager favorisé par les remises en état en cours d'exploitation.

Monsieur DEROY ajoute que la prise en compte des enjeux environnementaux est une priorité de l'Autorité environnementale et de l'inspection des installations classées. Il déclare que le schéma régional est un outil supplémentaire pour renforcer cette priorité et que les professionnels s'engagent à réduire les nuisances subies par les riverains en améliorant les pratiques.

Monsieur FOURGEAUD souligne la prise de conscience des carriers sur l'exemplarité à démontrer et les investissements réalisés par la profession en ce sens.

Monsieur le secrétaire général fait remarquer les efforts soutenus des carriers afin de limiter les nuisances.

Monsieur CALMEJANE relève les changements positifs opérés ces trente dernières années. Il n'hésite pas à communiquer avec la population et à ouvrir les portes de ses installations afin de faire découvrir ses activités, notamment aux jeunes pour rendre la profession plus attractive. Il est conscient de l'impact environnemental des activités d'extraction mais évoque des besoins en matériaux indispensables. Il attire l'attention sur la volonté des carriers de participer au recyclage des matériaux mais également sur l'éloignement de certaines plate-formes de tri qui entraîne une augmentation du transit des camions, posant le problème de l'empreinte carbone.

Madame DUMAINE-ESCANDE déclare que le nombre de sollicitations par courrier de riverains des carrières est en nette diminution, démontrant les effets positifs de la démarche des professionnels dans notre département et l'intérêt de poursuivre la concertation avec le public. Prévoir la remise en état des carrières avant le début de l'exploitation est de son point de vue très positif. Elle affirme que le transport est un vrai sujet et regrette l'absence des représentants de collectivités en charge de l'entretien des routes. Elle ajoute que la participation des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matières de PLUi et de ScoT est indispensable pour la mise en compatibilité réglementaire des plans d'urbanisme avec le schéma régional des carrières. Elle juge intéressant d'associer les carriers aux plans d'urbanisme en cours, en particulier pour le sujet complexe de la comptabilisation des surfaces des carrières face à l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN). Elle souhaite s'informer sur les échanges en matériaux du Lot avec les régions voisines.

Monsieur CHARTIER informe que, dans la partie prospective du projet de schéma régional des carrières, figure une carte indiquant les échanges (entrées-sorties) de la région avec les régions limitrophes.

Monsieur le secrétaire général souhaite connaître l'importance des échanges avec l'Espagne, frontalière de l'Occitanie.

Monsieur CHARTIER indique qu'ils sont relativement négligeables.

Monsieur FOURGEAUD précise que des informations sur les flux croisés inter-départementaux et frontaliers peuvent être consultés dans les documents d'étude de l'UNICEM.

Monsieur CALMEJANE souligne que le bassin aurillacois est également approvisionné par le bassin de Figeac.

Monsieur le secrétaire général demande s'il existe des gisements d'intérêt national ou international dans le département du Lot.

Monsieur CHARTIER indique qu'il existe plusieurs gisements en Occitanie, notamment un de quartz dans le Lot et un de talc en Ariège.

Monsieur DEROY précise que les cartes représentant les flux entrants et sortants de la région Occitanie avec ses régions voisines et l'Espagne sont accessibles via le site PICTO (cf. analyse prospective et choix d'un scénario d'approvisionnement - p. 20, figure 7) et montrent des échanges avec la région Aquitaine et des flux avec l'Espagne relativement faibles.

Monsieur le secrétaire général fait remarquer que le transport ferroviaire est peu développé, une seule carrière dans le Lot utilisant ce mode de transport et s'interroge sur l'opportunité d'associer des sociétés de transport ferroviaire comme RAILCOOP.

Monsieur CHARTIER répond que l'objectif est de maintenir et développer le transport ferroviaire et naval mais se heurte à de nombreuses difficultés, par exemple les difficultés d'implantation de plate-forme de déchargement.

Monsieur FOURGEAUD précise que le transport ferroviaire n'est pas pertinent dès lors que la distance est inférieure à 150 km.

Monsieur WINTER déplore la suppression de lignes ferroviaires pouvant être utiles au transport de matériaux.

Monsieur GOURAUD estime que la protection des zones naturelles et de la biodiversité nécessite d'être très vigilant mais que, dans l'ensemble, le projet présenté et les échanges sont très constructifs.

Monsieur WINTER souhaite plus de transparence envers le public et des mesures précises des nuisances.

Monsieur GOURAUD indique qu'il ne reçoit pas de plaintes et ressent plutôt un apaisement de la population confortant l'efficacité de la démarche engagée par les carriers pour diminuer les nuisances.

Monsieur CALMEJANE déclare faciliter l'accès à la carrière au public, en expliquer son fonctionnement pour mieux faire connaître la profession à la population.

Monsieur FOURGEAUD remarque l'évolution de la profession vers une plus importante valorisation des ressources.

Monsieur DEROY affirme que l'inspection des installations classées s'inscrit dans une démarche de transparence. Elle publie ses rapports d'inspection dans l'application Géorisques et communique à la demande du public, les résultats d'études sur les rejets atmosphériques, le bruit, l'eau, etc.

Monsieur CORS précise que le nombre de contrôles est en hausse. Les contacts réguliers avec les exploitants et les échanges avec les riverains permettent d'améliorer les pratiques dans le but de limiter au maximum les nuisances.

Monsieur FOURGEAUD souligne les visites régulières des sites par l'inspection des installations classées.

Monsieur le secrétaire général revient sur l'intérêt des roches ornementales produites dans le Lot notamment par Occitanie Pierres.

Monsieur CHARTIER précise que le Lot et la Lozère sont les deux départements d'Occitanie s'illustrant dans la production de ce type de matériaux.

Madame DUMAINE-ESCANDE indique que l'architecte des bâtiments de France joue un rôle majeur dans l'utilisation de la pierre de construction.

Monsieur WINTER souligne que l'utilisation de la pierre du Lot a justifié la réouverture de la carrière de Carennac malgré l'avis défavorable de la population.

Monsieur le secrétaire général fait observer que les remarques de la population pour la plupart concernent la question du transport par camions. Il insiste sur l'objectif du projet de schéma régional des carrières de privilégier les sites déjà anthropisés.

Monsieur MOLESIN intervient sur le problème que pose la proximité des cours d'eau et des captages avec les carrières, notamment en matière de prélèvement et de risque de pollution. Il rejoint l'avis de Monsieur WINTER quant à la vigilance à porter à la protection des milieux et se déclare très attentif aux mesures envisagées.

Monsieur DEROY déclare que le sujet de l'eau est primordial, de fait accentué par les épisodes de sécheresse. Il est un point de contrôle et de vigilance de l'inspection qui a incité cet été, les carriers à limiter les prélèvements naturels et pour certains, à ne plus prélever dans certains cours d'eau.

Monsieur FOURGEAUD souligne les moyens mis en œuvre par les exploitants afin de limiter la consommation d'eau.

Monsieur le secrétaire général retient l'effort collectif de la profession en termes de développement durable et la proposition de Monsieur FOURGEAUD d'une visite de sites par les membres de la commission.

**Délibération :**

- Pour : 9
- Abstention : 0
- Contre : 0

**Monsieur le secrétaire général, après comptabilisation des résultats des opérations de vote, constate l'avis favorable à l'unanimité de la commission au projet de schéma régional des carrières, sous réserve de la prise en compte des propositions de l'UNICEM (cf. document en annexe) et des remarques formulées par Monsieur WINTER représentant la FNE.**

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le secrétaire général remercie chacun pour sa participation. La séance est levée à 11h50.

Monsieur le secrétaire général

Président

**Pour la présidence et par délégation,  
le secrétaire général**

**Nicolas REGNY**